

Objectif : notre stratégie 2030

Projet de consultation externe





01

Notre vision du
monde



02

Ce que nous cherchons
à réaliser : nos ambitions
et objectifs



03

Notre pilier
stratégique

Notre vision du monde



Une situation d'urgence inédite dans le cadre de notre travail

- Les populations vivant dans les pays producteurs de ressources doivent s'adapter à des bouleversements massifs qui trouvent leur origine dans des difficultés historiques. La transformation mondiale que connaissent actuellement nos systèmes énergétiques modifie fondamentalement les systèmes politiques, économiques et sociaux, à l'échelle internationale et nationale. Ces deux phénomènes placent la gouvernance des ressources au centre de tous les regards.
- Cette transformation passe essentiellement par une élimination progressive des combustibles fossiles pour passer à des technologies plus propres qui dépendent d'un développement des minerais non renouvelables. On ne sait pas à quel rythme va se dérouler cette évolution ni comment vont se répartir les opportunités et les charges associées. Ces changements s'inscrivent dans un contexte marqué par des conflits, la pauvreté et les inégalités. Les populations et leurs gouvernements gèrent les projets d'extraction existants et répondent aux besoins urgents d'aujourd'hui, tout en planifiant un avenir incertain pour les générations futures.
- Mais ces défis s'accompagnent d'une puissante dynamique. Nous entendons des appels au changement dans le monde entier, avec une ambition et une vision portant sur de nouvelles voies énergétiques et économiques et axées sur des transitions énergétiques qui doivent en priorité répondre aux besoins des pays du Sud.
- Cet élan est essentiel pour la lutte mondiale en faveur de l'action climatique. Il est essentiel d'avoir une vision convaincante pour une voie viable et inclusive dans les pays producteurs si l'on veut intensifier la production des minerais de transition, réduire les dépenses publiques sur les projets de combustibles fossiles qui ne servent ni les intérêts des populations ni ceux de la planète, et accélérer le déploiement d'énergies sobres en carbone.
- Au-delà de ces implications mondiales, ces actions auront d'immenses répercussions sur la quête visant à instaurer des sociétés résilientes et inclusives et à faire avancer des transitions énergétiques justes pour le milliard de personnes vivant dans les pays producteurs de ressources à revenu faible et intermédiaire. C'est ce qui motive le travail de NRGi. Forts de plus de deux décennies d'expérience, nous avons maintenant une occasion sans précédent de transformer leurs ambitions en réalités.

Notre parcours jusqu'à présent

- Il sera difficile de tenir cette promesse. Entravés par les héritages coloniaux et un système mondial inéquitable, de nombreux pays ont longtemps échoué à mobiliser leurs richesses pétrolières, gazières et minérales pour assurer le bien-être de leurs populations et préserver la planète. Les intérêts particuliers restent un obstacle majeur à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et au respect des engagements pris en faveur d'un changement équitable.
- Notre expérience dans la gestion de ces problèmes est un atout. En effet, nous avons des connaissances techniques approfondies et pertinentes, des partenaires d'envergure, des alliances et une crédibilité solides pour être un intermédiaire de confiance. Ces atouts ne seront véritablement exploités que si l'on tire les enseignements du passé.
- Pendant de nombreuses années, les acteurs de la gouvernance des ressources se sont concentrés sur deux approches : la promotion de normes de transparence et la participation d'une part et le soutien politique technocratique et la redevabilité d'autre part. Cette démarche a permis d'enregistrer des victoires importantes sur le terrain : la redevabilité accrue des gouvernements et des entreprises, la prévention de la corruption et des dommages environnementaux et sociaux, l'accès garanti à de grandes quantités de données, l'amélioration des politiques et des pratiques et l'augmentation des rendements économiques pour les pays producteurs.
- Chez NRG, nous continuons de croire que la lutte contre les asymétries informationnelles et d'accès, le débat et la collaboration multipartites éclairés, ainsi que les politiques et les pratiques solides fondées sur des données probantes restent des catalyseurs importants pour faire progresser la bonne gouvernance.
- Mais nous pensons que nos approches passées ont trop souvent négligé la spécificité du contexte, la complexité et les systèmes interdépendants qui influent sur les modalités du changement ainsi que les incitations et les dynamiques de pouvoir auxquelles il faut faire face, comme en témoignent les lacunes et les échecs de mise en œuvre pour opérer un changement profond. Nous n'avons pas investi suffisamment dans la promotion de récits aux résonances politiques pour permettre un changement profond et durable, et un grand nombre de gains technocratiques se sont révélés éphémères.
- Nous n'avons donc pas – encore – transformé les économies et les sociétés pour qu'elles servent les intérêts des populations à qui ces ressources appartiennent.

L'avenir que nous envisageons

Équité : tout notre travail sera animé par des considérations d'équité. Bien qu'il s'agisse depuis longtemps d'un élément important de notre travail, le fait de réaffirmer cette priorité est une manière de reconnaître que notre travail n'a à ce jour pas généré les bénéfices équitables que nous recherchons. Nous établirons de nouvelles dynamiques de pouvoir à la fois au niveau national et mondial, en assurant la justice économique, sociale et environnementale. La lutte contre les inégalités d'accès, d'influence et de bénéfices économiques sera notre levier pour assurer le changement.

Pouvoir : nous nous engageons à traiter la question des déséquilibres de pouvoir historiques et actuels. Pour ce faire, nous dialoguerons avec les anciennes structures du pouvoir et les héritages du colonialisme (ainsi que les nouvelles versions), en les comprenant et en les transformant à terme.

Visions : une nouvelle vision positive de l'avenir, fondée sur les voix et les demandes des personnes – notamment des personnes traditionnellement exclues – est nécessaire pour éradiquer la dépendance à l'égard des industries extractives, qui sont un élément vital des économies et des systèmes énergétiques. Nous aiderons les populations à construire des visions positives pour ancrer nos interventions.

Voix : les ressources naturelles appartiennent aux populations. Nous remédierons aux inégalités de voix afin que les populations des pays producteurs du Sud animent la vision, la politique et la stratégie concernant la gouvernance du secteur et le sens que revêtent pour elles des transitions énergétiques justes aux niveaux national et mondial. Nous mobiliserons non seulement les dirigeants gouvernementaux ou les élites traditionnelles, mais aussi ceux qui seront les plus directement touchés par les choix faits aujourd'hui pour que leurs voix aient un impact.

Comment nous y parviendrons

Un programme climatique qui sert d'abord les pays du Sud : nous reconnaissons que tous les pays, collectivement et individuellement, doivent harmoniser dès que possible leur consommation et leur production de combustibles fossiles sur l'objectif de température de 1,5 °C de l'Accord de Paris. Dans le cadre de l'élimination progressive des combustibles fossiles, les pays riches et à fortes émissions devraient montrer la voie en étant les premiers et les plus rapides à réduire leur production et leurs émissions. Ils devraient également fournir un soutien technique et financier aux pays à revenu faible et intermédiaire. Les dirigeants hypocrites du Nord et les intérêts particuliers créent souvent une fausse dichotomie entre la lutte contre la crise climatique et la garantie de l'équité, de la justice et du développement durable. Nous rejetons cette dichotomie et nous renforcerons les alliances avec des partenaires axées sur le climat pour souligner que les seules transitions véritablement viables sont des transitions équitables.

Transformation de l'intérieur : bien que NRG reconnaisse les failles fondamentales du système actuel, nous travaillons de l'intérieur pour le transformer. Nous nous positionnons comme des partenaires et des conseillers de confiance, capables d'accompagner stratégiquement les acteurs du changement au sein du gouvernement, de la société civile, de l'industrie et du système international. Nous créons des liens entre les différents acteurs, en nous mettant d'accord sur des résultats communs et en restructurant la mentalité à somme nulle pour créer une mentalité de victoires mutuelles. Nous ne pouvons pas réaliser seuls des changements constructifs et nous considérons que les partenariats sont essentiels pour influencer les comportements et avoir un impact.

De la connaissance à l'influence : nous reconnaissons que des preuves rigoureuses sont essentielles à une prise de décision éclairée ; la recherche et l'analyse stratégiques restent au cœur de notre approche. Mais nous comprenons aussi que l'analyse ne conduit pas nécessairement à l'action. Nous cherchons à comprendre les messages dominants, à définir de nouveaux récits basés sur la vision positive des gens, puis à faire passer ces récits au premier plan pour soutenir et encourager le changement.

La dimension politique de l'élaboration des politiques : nous continuons à influencer sur les politiques, ce qui est essentiel, mais nous savons que l'économie politique et le pouvoir sont encore plus importants. Nous sommes guidés à l'échelle locale et nous sommes sensibles aux différents contextes – et aux changements dynamiques de contexte – pour renforcer notre crédibilité et l'impact de nos interventions.

De l'action à l'impact : nous prenons acte du fait que pour réussir, il est impératif pour nous d'expérimenter, d'apprendre et de nous adapter au fur et à mesure. Nous cherchons à expliciter les hypothèses sur la façon dont le changement se produit, à les questionner et à les faire évoluer pour répondre aux nouveaux défis et opportunités auxquels nous sommes confrontés.

Ce que nous
cherchons à
réaliser





Phare pour NRGi

Les populations des pays producteurs de pétrole, de gaz et de minerais à revenu faible et intermédiaire construisent des sociétés résilientes et inclusives et font avancer des transitions énergétiques justes.

Ambition 1 :



Transformer la gouvernance des minerais, en particulier ceux nécessaires à la transition énergétique

Raisonnement : une meilleure gouvernance peut préserver le bien-être des pays producteurs en les protégeant des impacts sociaux et environnementaux négatifs de l'exploitation minière et en garantissant un partage équitable des opportunités et des bénéfices économiques. Elle peut également réduire les bouleversements dans le processus d'abandon des technologies à forte intensité de carbone, en soutenant la transition mondiale vers un avenir sobre en carbone.

Ambition 2 :



Transformer la gouvernance des combustibles fossiles et favoriser un avenir au-delà du pétrole et du gaz

Raisonnement : les efforts de gouvernance favorisent une gestion équitable des projets de combustibles fossiles en cours et des visions portant sur des transitions justes – pour remettre en question les intérêts particuliers qui font obstacle au changement, pour renforcer les incitations politiques et les coalitions en faveur de la réforme, pour examiner objectivement les efforts d'élaboration des politiques sur la base de données probantes et pour permettre une approche équitable d'un avenir dépassant le pétrole et du gaz – entre les pays et au sein de ces pays. Ce faisant, nous soutenons les populations vulnérables et faisons progresser les objectifs climatiques mondiaux.



Phare pour NRGi

Les populations des pays producteurs de pétrole, de gaz et de minerais à revenu faible et intermédiaire construisent des sociétés résilientes et inclusives et font avancer des transitions énergétiques justes.

Ambition 1 :



Transformer la gouvernance des minerais, en particulier ceux nécessaires à la transition énergétique

Objectif 1. Défendre l'intégrité environnementale et les droits humains. Les cadres de gouvernance font progresser l'exploitation minière responsable.

Objectif 2. Maximiser les bénéfices économiques équitables au sein des pays et entre ces derniers. Améliorer la valeur ajoutée inclusive, la fiscalité équitable et la gestion redevable des revenus.

Objectif 3. Prévenir la corruption. Un processus décisionnel éthique permet à l'exploitation minière de se développer plus rapidement et de manière plus responsable.

Ambition 2 :



Transformer la gouvernance des combustibles fossiles et favoriser un avenir au-delà du pétrole et du gaz

Objectif 1. Permettre une gestion équitable et redevable des revenus. Gérer les revenus du pétrole et du gaz de manière efficace et transparente, dans une perspective d'avenir.

Objectif 2. Définir de nouvelles voies économiques pour appréhender l'élimination mondiale des combustibles fossiles. Traiter les risques fiscaux et économiques et piloter les plans de transition énergétique.

Objectif 3. Améliorer l'approvisionnement en énergie durable. Les décisions concernant les systèmes électriques soutiennent un développement socio-économique équitable et des impacts environnementaux positifs.



Transformer la gouvernance des minerais, en particulier ceux nécessaires à la transition énergétique

> Nouveautés :

- Élaborer des visions et de nouveaux récits pour des transitions justes, grâce à des éléments démontrant qu'il convient de réorienter le discours politique en donnant une vision positive, en portant attention à l'analyse de l'économie politique et en interagissant avec les récits dominants.
- Renforcer les normes socio-économiques, soutenir les efforts des populations vulnérables pour influencer ces normes, et garantir une consultation et une mise en œuvre solides.
- Mettre l'accent sur une valeur ajoutée inclusive et réalisable, en répondant à la demande et aux lacunes dans les cadres politiques et la mise en œuvre.

> Points que nous approfondissons :

- Renforcer les bénéfices économiques (en mettant notamment l'accent sur la valeur ajoutée, ainsi que la fiscalité minière et la distribution des revenus), avec une nouvelle adaptation aux opportunités et aux défis spécifiques des marchés actuels des minerais de transition, en répondant aux appels de nos parties prenantes qui demandent un véritable changement.
- Se concentrer sur la corruption de l'extraction minière, compte tenu du risque accru de corruption en période d'essor, sur les lacunes dans les pratiques des entreprises et des gouvernements, sur le besoin urgent de s'attaquer de front à ce problème pour accélérer l'exploitation minière responsable.

Sujets complémentaires importants dans le cadre de notre travail, mais pour lesquels nous n'envisageons pas actuellement d'engagement direct important de la part de NRGi :

- Économies circulaires
- Recyclage
- Décarbonisation de l'exploitation minière
- Enquêtes sur la corruption



Ambition 1 : Comment mesurer le succès

Transformer la gouvernance des minerais, en particulier ceux nécessaires à la transition énergétique

→ Objectif 1

Défendre l'intégrité environnementale et les droits humains. Les cadres de gouvernance font progresser l'exploitation minière responsable.

- Les gouvernements des pays producteurs adoptent et appliquent des politiques minières inclusives et transparentes qui protègent l'environnement et respectent les droits humains.
- Les sociétés minières, les investisseurs et les facilitateurs s'engagent à adopter des pratiques responsables et à respecter les droits humains.
- Les organismes internationaux soutiennent l'adoption et l'application de normes mondiales strictes (y compris en matière de consultation/CLPE).
- La société civile, les communautés – y compris les femmes, les jeunes et les peuples autochtones – et d'autres acteurs de la redevabilité contribuent aux stratégies, aux pratiques et au suivi menant à la protection de l'environnement et au respect des droits humains.

Fonder notre stratégie sur les exigences et l'expérience - exemples



Ambition 1 : Transformer la gouvernance des minerais, en particulier ceux nécessaires à la transition énergétique



Objectif 1 : Défendre l'intégrité environnementale et les droits humains. Les cadres de gouvernance font progresser l'exploitation minière responsable.



Renforcer la redevabilité et la gouvernance environnementale dans le secteur du lithium au Chili



NRGI travaille avec des partenaires chiliens pour renforcer la redevabilité dans le secteur du lithium en évolution rapide et pour promouvoir une meilleure gouvernance sociale et environnementale dans les territoires producteurs de lithium. Nous travaillons en partenariat avec des organisations solidement ancrées dans les régions de production du lithium, où les questions de la pénurie d'eau et de la perte potentielle de biodiversité sont des préoccupations majeures. NRG s'appuie sur la recherche internationale et le partage d'expériences pour éclairer l'évolution des politiques, en travaillant avec les partenaires communautaires et régionaux pour proposer des recommandations d'ensemble sur la gouvernance territoriale de l'exploitation minière, en analysant les priorités de mise en œuvre de la nouvelle stratégie du lithium du pays et en accompagnant les acteurs gouvernementaux et de la société civile pour soutenir une mise en œuvre solide de l'ITIE.



Ambition 1 : Comment mesurer le succès

Transformer la gouvernance des minerais, en particulier ceux nécessaires à la transition énergétique



Objectif 2

Maximiser les bénéfices économiques équitables au sein des pays et entre ces derniers. Améliorer la valeur ajoutée inclusive, la fiscalité équitable et la gestion redevable des revenus.

- Les gouvernements créent et mettent en œuvre des politiques et des cadres réglementaires qui soutiennent le développement des capacités nationales de transformation et de fabrication avec des bénéfices équitables et inclusifs.
- La société civile, les communautés, y compris les femmes et les jeunes, et d'autres acteurs de la redevabilité sont en mesure de construire des récits et des visions solides portant sur la contribution de l'exploitation minière à une transition énergétique juste, mais aussi de conduire des stratégies, des pratiques et un suivi menant à un partage plus équitable des bénéfices.
- Les institutions financières et de développement internationales apportent un soutien technique et financier pour chercher à lever les obstacles à la valeur ajoutée, qu'il s'agisse des barrières commerciales ou celles liées aux infrastructures et aux services publics. L'autre objectif de ce soutien est de contribuer à l'accélération de l'exploitation minière responsable.
- Les gouvernements assurent une fiscalité équitable et gèrent les revenus miniers – aux échelles nationale et internationale – pour développer des économies plus résilientes et diversifiées.

Fonder notre stratégie sur les exigences et l'expérience - exemples



Ambition 1 : Transformer la gouvernance des minerais, en particulier ceux nécessaires à la transition énergétique



Objectif 2 : Maximiser les bénéfices économiques équitables au sein des pays et entre ces derniers. Améliorer la valeur ajoutée inclusive, la fiscalité équitable et la gestion redevable des revenus.



Recherche
comparative
croisée et
application dans
les pays



Le rapport de NRGi, Triple gain : Comment l'exploitation minière peut profiter aux citoyens africains, à leur environnement et à la transition énergétique, a favorisé le dialogue avec les décideurs et la société civile en Afrique sur les étapes nécessaires pour maximiser les bénéfices des minerais de transition. En RDC, nous avons travaillé avec des partenaires pour organiser des dialogues multipartites sur les conclusions des recherches à Kinshasa, Lubumbashi, Likasi et Kolwezi et nous diffusons des recommandations clés aux dirigeants gouvernementaux pour éclairer l'élaboration des politiques en cours.



Ambition 1 : Comment mesurer le succès

Transformer la gouvernance des minerais, en particulier ceux nécessaires à la transition énergétique

→ Objectif 3

Prévenir la corruption.

Un processus décisionnel éthique permet à l'exploitation minière de se développer plus rapidement et de manière plus responsable.

- Les organismes de réglementation renforcent et appliquent les lois et réglementations de lutte contre la corruption.
- Les sociétés minières adhèrent aux règles de transparence, en particulier dans les contrats et les transactions financières.
- Les organisations de la société civile et les autres acteurs de la redevabilité améliorent les mécanismes de surveillance et de redevabilité, notamment en œuvrant pour la transparence des recettes et la traçabilité des propriétaires réels, des contrats, des flux de recettes issues des industries extractives et des études d'impacts sociaux et environnementaux.
- Les organismes internationaux soutiennent l'élaboration, l'adaptation et l'application de normes mondiales strictes en matière de lutte contre la corruption.

Fonder notre stratégie sur les exigences et l'expérience - exemples



Ambition 1 : Transformer la gouvernance des minerais, en particulier ceux nécessaires à la transition énergétique



Objectif 3 : Prévenir la corruption. Un processus décisionnel éthique permet à l'exploitation minière de se développer plus rapidement et de manière plus responsable.



Diagnostiquer systématiquement les risques de corruption et prendre des mesures



Le diagnostic de corruption dans les industries extractives de NRGi aborde les risques de gouvernance dans le secteur minier en décomposant les problèmes complexes et aide les utilisateurs à hiérarchiser les actions les plus efficaces pour lutter contre la corruption. NRGi et ses partenaires ont appliqué l'outil pour identifier les réformes prioritaires de lutte contre la corruption minière au Chili, en Colombie, en Guinée, en Mongolie et aux Philippines. Les conseils portent sur des sujets clés tels que les octroi de licences et de contrats, l'exploitation, la collecte des recettes, la gestion des recettes, les entreprises publiques et l'artisanat minier et à petite échelle. En Guinée, les organisations de la société civile et les responsables gouvernementaux continuent d'identifier les risques de corruption dans l'industrie de la bauxite et de définir des réponses concertées à l'aide de l'outil de diagnostic de la corruption.



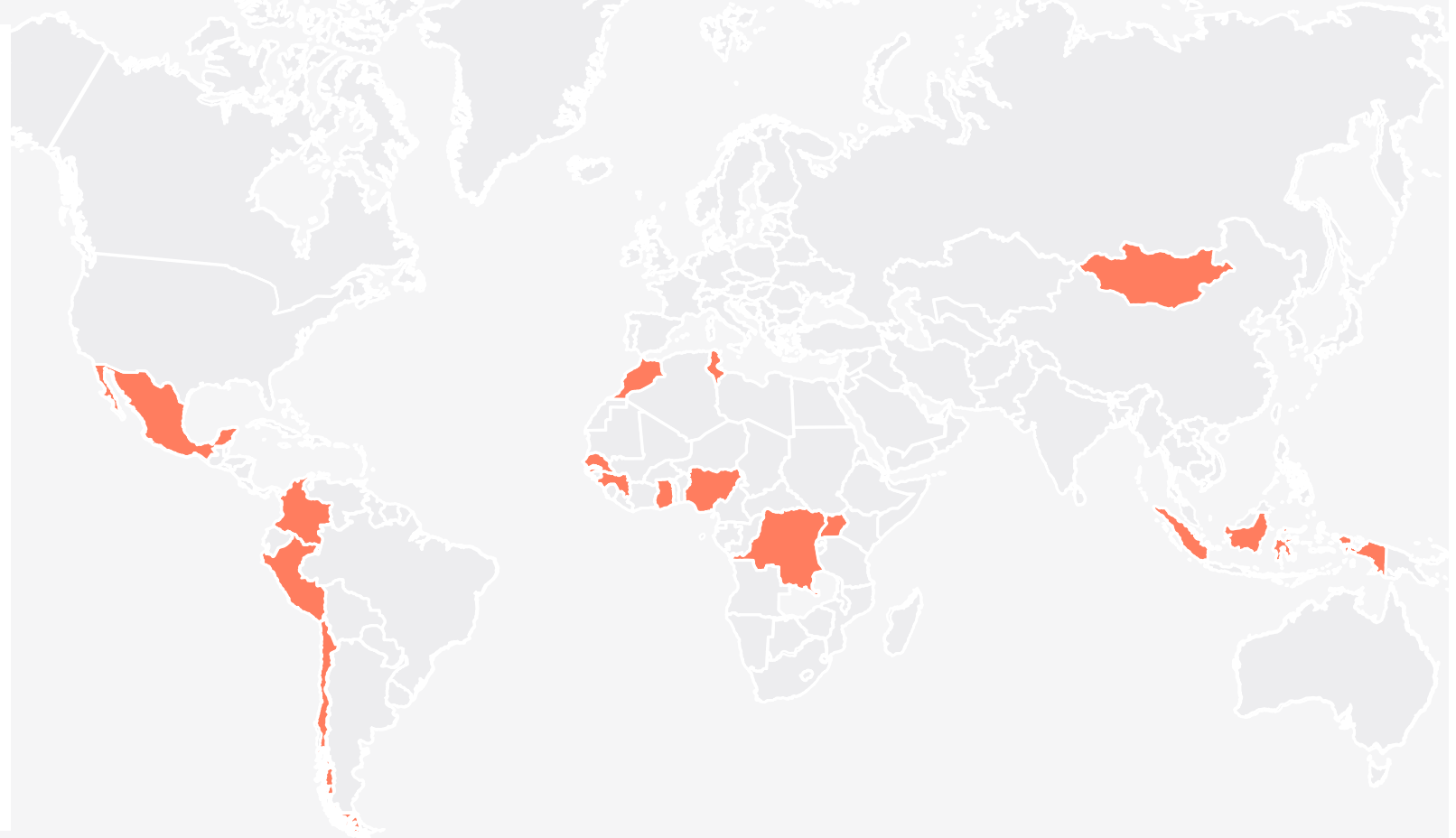
Ambition 1

Périmètre géographique : pays où nous travaillons sur ce sujet

Initiatives mondiales et régionales
(y compris en Afrique, en Amérique latine et dans la région MENA)

Travail mené dans les pays en :

- **Afrique** : RDC, Guinée, Ghana, Nigeria (nouveau), Sénégal, Ouganda, Zambie (nouveau pays potentiel en discussion)
- **Asie-Pacifique** : Indonésie, Mongolie
- **Amérique latine** : Chili, Colombie, Mexique, Pérou
- **MENA** : Maroc, Tunisie





Partenariats

- Organisations axées sur la communauté et la justice (comme Cooperación, Universidad del Magdalena)
- Groupes de réflexion et OSC nationaux/régionaux (comme Afreviewatch, Fundación Terram, AIDA, SARW)
- Partenaires internationaux axés sur l'inclusion, la redevabilité et la lutte contre la corruption (comme PCQVP, Resource Matters)
- Partenaires internationaux axés sur l'équité économique (comme IISD/IGF)
- Institutions internationales et normes minières responsables (comme IRMA, la conduite responsable des entreprises de l'OCDE, l'ITIE)
- Organismes d'investisseurs et associations de sociétés minières (comme ICMM, EMIA)
- Organisations médiatiques et entreprises et réseaux de communications stratégiques
- Entités publiques nationales : ministères des Finances, des Mines, de l'Environnement, du Commerce/Industrie, entreprises publiques
- Gouvernements infranationaux



Ambition 2

Transformer la gouvernance des combustibles fossiles et favoriser un avenir au-delà du pétrole et du gaz

> Nouveautés :

- Soutenir des visions positives pour un avenir meilleur, et pas seulement atténuer les risques. (L'approche prospective est illustrée dans l'objectif des minerais). C'est une question de contenu et de tactique. Nous répondons aux grandes questions qui déterminent les résultats futurs et nous estimons que les opportunités sont plus motivantes que les risques pour les populations et les personnalités politiques.
- Veiller à la mise en place du financement nécessaire pour des transitions justes ; c'est essentiel pour les efforts visant à concrétiser de nouvelles visions économiques et énergétiques.
- Soutenir les efforts visant à réduire les émissions associées à la production en cours de combustibles fossiles, en répondant aux demandes importantes des parties prenantes sur la façon d'équilibrer la gestion environnementale et économique en cours avec une réponse à plus long terme à la transition mondiale.

> Points que nous approfondissons :

- Ancrer plus clairement notre message sur les transitions des combustibles fossiles dans les voix, les besoins et les idées des populations des pays producteurs du Sud, par opposition à celui des pays du Nord consommateurs et des élites nationales traditionnelles. Cela a longtemps été au cœur de notre travail, mais nous lui donnons maintenant une nouvelle importance pour renforcer les récits de l'urgence des transitions justes pour le progrès climatique à la fois aux échelles nationale et mondiale.
- Analyse des risques et planification dans le cadre de divers scénarios de transition énergétique, pour aider les gouvernements, les entreprises pétrolières nationales et les populations à se préparer et à s'adapter.
- Analyse et action fondées sur des données probantes sur la manière dont les plans peuvent mieux équilibrer le gaz et les énergies renouvelables, servir les intérêts des objectifs socio-économiques nationaux et éviter les pièges de la gouvernance, en réponse à des demandes constantes et au rôle de NRGi en tant que ressource/rassembleur de confiance sur les compromis économiques et la redevabilité. (Nous ne prendrons pas directement part à des conseils techniques/technocratiques approfondis donnés aux gouvernements sur les systèmes énergétiques – notamment sur une meilleure gestion du réseau ou une réforme des tarifs et des subventions.)

> Points que nous réaffirmons :

Nous répondrons à la demande de gestion redevable et efficace des recettes des projets pétroliers et gaziers en cours, compte tenu de l'immense importance que ces projets continuent d'avoir dans la vie des populations, de l'avantage comparatif de NRGi en tant qu'expert en politiques de gestion des recettes, de la corruption et de la redevabilité, et de la nécessité de lier les pratiques de gestion des recettes aux défis émergents.

> Points que nous abandonnons :

La priorité accordée à la fiscalité et à l'octroi de licences pour les nouveaux projets pétroliers et gaziers.



Ambition 2 : Comment mesurer le succès

Transformer la gouvernance des combustibles fossiles et favoriser un avenir au-delà du pétrole et du gaz



Objectif 1

Permettre une gestion équitable et redevable des revenus. Gérer les revenus du pétrole et du gaz de manière efficace et transparente, dans une perspective d'avenir.

- La société civile, les communautés, les femmes et les jeunes, et d'autres acteurs de la redevabilité accèdent aux informations sur les recettes et contribuent aux stratégies, aux pratiques et au suivi de la gestion des recettes, notamment pour définir des attentes réalistes pour les flux des recettes futurs.
- Les gouvernements et les entreprises identifient et traitent les risques de corruption dans la gestion des revenus, notamment en assurant une transparence et une traçabilité accrues. La société civile et les autres acteurs de la surveillance disposent des informations et des capacités nécessaires pour assurer le suivi des risques de corruption et demander des comptes aux acteurs politiques.
- Les gouvernements et les entreprises pétrolières nationales prennent des décisions concernant l'utilisation des recettes des industries extractives pour les priorités relatives aux dépenses, l'épargne et la dette, notamment grâce à des fonds d'investissement souverains plus efficaces, transparents et redevables qui protègent contre la volatilité.
- Les gouvernements infranationaux ont des attentes réalistes quant aux bénéfices et aux risques des recettes extractives – notamment dans le contexte de la transition énergétique – et conçoivent et mettent en œuvre des systèmes permettant de gérer les recettes de manière efficace et redevable.
- Les politiques gouvernementales et le processus décisionnel facilitent une meilleure gouvernance du secteur extractif pour générer des économies plus résilientes et diversifiées.

Fonder notre stratégie sur les exigences et l'expérience - exemples



Ambition 2 : Transformer la gouvernance des combustibles fossiles et favoriser un avenir au-delà du pétrole et du gaz



Objectif 1 : Permettre une gestion équitable et redevable des revenus. Gérer les revenus du pétrole et du gaz de manière efficace et transparente, dans une perspective d'avenir.



Soutenir une gouvernance efficace des systèmes infranationaux de distribution des revenus



NRGI possède une expérience et des connaissances approfondies sur les opportunités et les défis associés aux systèmes de distribution des revenus infranationaux, et sur la manière d'améliorer la gestion de ces flux dans l'intérêt public. Notre rapport (co-développé avec le PNUD) intitulé Natural Resource Revenue Sharing (« Distribution des revenus des ressources naturelles ») offre un résumé détaillé des régimes de distribution des revenus des ressources dans le monde et fournit aux décideurs des conseils sur la mise en place ou la réforme de leurs systèmes. Au niveau régional, notre analyse comparative des systèmes infranationaux de distribution des revenus en Amérique latine a éclairé les processus politiques dans divers pays, et nous soutenons un examen rigoureux et fondé sur des preuves de la distribution et de l'utilisation des revenus pétroliers dans le département péruvien de Loreto.



Ambition 2 : Comment mesurer le succès

Transformer la gouvernance des combustibles fossiles et favoriser un avenir au-delà du pétrole et du gaz



Objectif 2

Définir de nouvelles voies économiques pour appréhender l'élimination mondiale des combustibles fossiles. Traiter les risques fiscaux et économiques et piloter les plans de transition énergétique.

- La société civile et les communautés, les femmes et les jeunes – y compris dans les régions infranationales dépendantes des activités liées aux combustibles fossiles – comprennent les risques et les opportunités économiques associés à la transition énergétique et élaborent des récits puissants qui influent sur le discours public et les plans de transition énergétique des gouvernements et des entreprises pétrolières publiques.
- Les gouvernements – aux échelons national et infranational – se préparent rapidement à une baisse potentielle des recettes fiscales des combustibles fossiles et consacrent des ressources à la diversification économique, façonnée par les besoins et les opinions des populations. Cela passe notamment par le fait d'assurer la sortie responsable des entreprises internationales participant à l'industrie pétrolière et gazière en atténuant les impacts sociaux, fiscaux et environnementaux.
- Les entreprises pétrolières publiques appuient leurs décisions d'investissement sur des évaluations des risques crédibles, réduisant ainsi les capitaux publics dans les projets susceptibles d'échouer. Les gouvernements et les entreprises pétrolières nationales planifient une sortie responsable et poursuivent de nouvelles voies commerciales pour ces entreprises pétrolières, le cas échéant, afin de renforcer la résilience des économies des pays et de faire progresser les objectifs nationaux plus larges de transition et de diversification.
- Les institutions internationales augmentent le financement public (concessionnel) de la transition pour financer les priorités de transition juste.
- Les gouvernements et les entreprises pétrolières nationales réduisent les émissions générées par leurs activités liées aux combustibles fossiles afin de contribuer aux engagements nationaux en matière de climat, de maximiser les recettes de l'exploitation pétrolière et gazière en cours et de réduire les impacts environnementaux et sanitaires pour les communautés.

Fonder notre stratégie sur les exigences et l'expérience - exemples



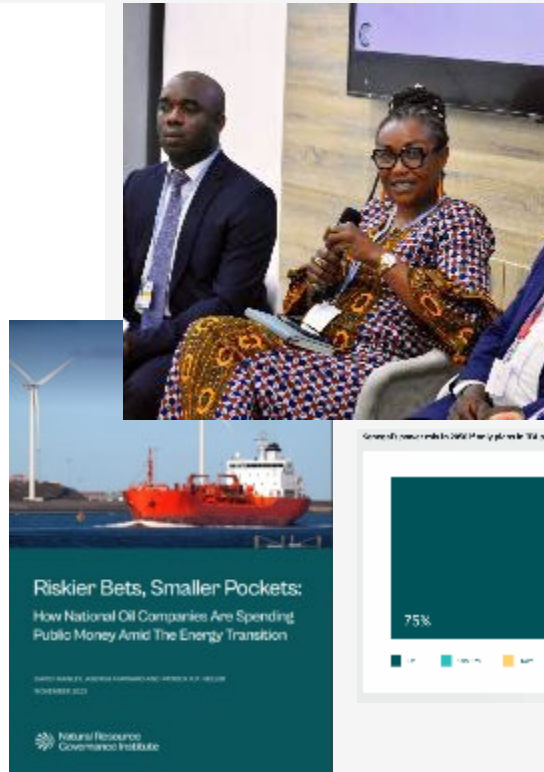
Ambition 2 : Transformer la gouvernance des combustibles fossiles et favoriser un avenir au-delà du pétrole et du gaz



Objectif 2 : Appréhender l'élimination progressive des combustibles fossiles à l'échelle mondiale et définir de nouvelles voies économiques. Traiter les risques fiscaux et économiques et piloter les plans de transition énergétique.



Influencer les plans d'investissement et de transition des entreprises pétrolières publiques



NRGI a mené des recherches internationales de pointe sur les risques associés aux investissements prévus par les entreprises pétrolières publiques qui ne généreront pas de rendements financiers positifs pour les citoyens dans divers scénarios de transition énergétique. Nous avons approfondi cette recherche avec une enquête sur les plans de transition énergétique de 21 entreprises pétrolières publiques du monde entier, afin de fournir des perspectives comparatives sur la rigueur avec laquelle ils reconnaissent et évaluent les risques que la transition pose à leurs modes de fonctionnement traditionnels, puis prennent des mesures concernant ces risques. Cette recherche a alimenté des travaux approfondis dans plusieurs pays – en partenariat avec des groupes de réflexion nationaux et des entreprises pétrolières nationales – pour évaluer les voies d'investissement de ces entreprises pétrolières et créer des coalitions pour accélérer la planification de la transition. Au Ghana, ce travail a permis au gouvernement d'éviter 1,6 milliard de dollars de dette supplémentaire et a favorisé la formation d'un Comité national de transition énergétique (NETC), au sein du ministère de l'Énergie. Au Mexique, NRGi a élaboré des recommandations pour le nouveau gouvernement sur la réforme de l'entreprise pétrolière publique Pemex et rassemble actuellement des parties prenantes de tous les domaines du climat et de l'énergie pour débattre des priorités concernant l'avenir de l'entreprise. En Colombie, nous apportons des contributions à l'approche de planification de la transition de l'entreprise pétrolière nationale Ecopetrol et nous soutenons un processus à grande échelle avec la société civile et les communautés pour définir des réécits de transition puissants et positifs afin d'influer sur la réforme des entreprises pétrolières nationales et de l'économie.



Ambition 2 : Comment mesurer le succès

Transformer la gouvernance des combustibles fossiles et favoriser un avenir au-delà du pétrole et du gaz



Objectif 3

Améliorer l'approvisionnement en énergie durable. Les décisions concernant les systèmes électriques soutiennent un développement socio-économique équitable et des impacts environnementaux positifs.

- Les gouvernements soutiennent et adoptent des plans et des politiques pour la gouvernance et le dimensionnement de la capacité d'énergie gazière qui protègent les recettes publiques, profitent équitablement aux personnes et aux communautés et atténuent les risques de dépendance.
- Les gouvernements, la société civile, les communautés et les parties prenantes concernées comprennent et réduisent les obstacles sociaux, politiques et institutionnels qui bloquent une expansion juste et bien gouvernée des énergies renouvelables, et élaborent des politiques qui garantissent la transparence, le partage équitable des bénéfices et l'accès à l'énergie pour les populations et les communautés, notamment les femmes et les jeunes.

Fonder notre stratégie sur les exigences et l'expérience - exemples



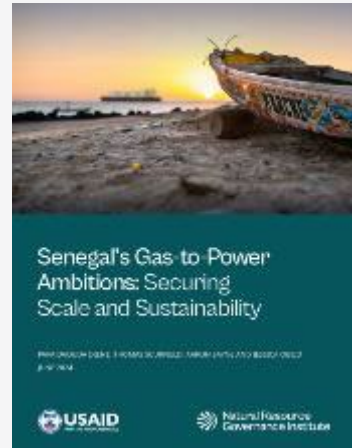
Ambition 2 : Transformer la gouvernance des combustibles fossiles et favoriser un avenir au-delà du pétrole et du gaz



Objectif 3 : Augmenter l'approvisionnement en énergie durable. Les décisions concernant les systèmes électriques soutiennent un développement socio-économique équitable.



Assurer une expansion optimale et durable du gaz dans la stratégie gas-to-power du Sénégal



Le rôle de recherche et de rassemblement de NRGi renforce le discours public axé sur les éléments probants concernant les plans gas-to-power du pays. En juillet 2024, nous avons publié une [analyse approfondie des ambitions énergétiques du pays](#). Notre travail souligne la nécessité d'une évaluation minutieuse des plans, des difficultés et des défis potentiels du Sénégal pour sécuriser l'approvisionnement et le financement en gaz, ainsi que des voies pour élaborer un mix énergétique plus fiable et équilibré entre le gaz et des énergies renouvelables, notamment dans les négociations en cours des Partenariats pour une transition énergétique juste (JETP). Nous travaillons en étroite collaboration avec les parties prenantes à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement pour partager les conclusions de ce travail, influencer sur les prochaines étapes de la planification du gouvernement et faciliter un engagement public fort autour des meilleures étapes pour atteindre les objectifs énergétiques du pays.



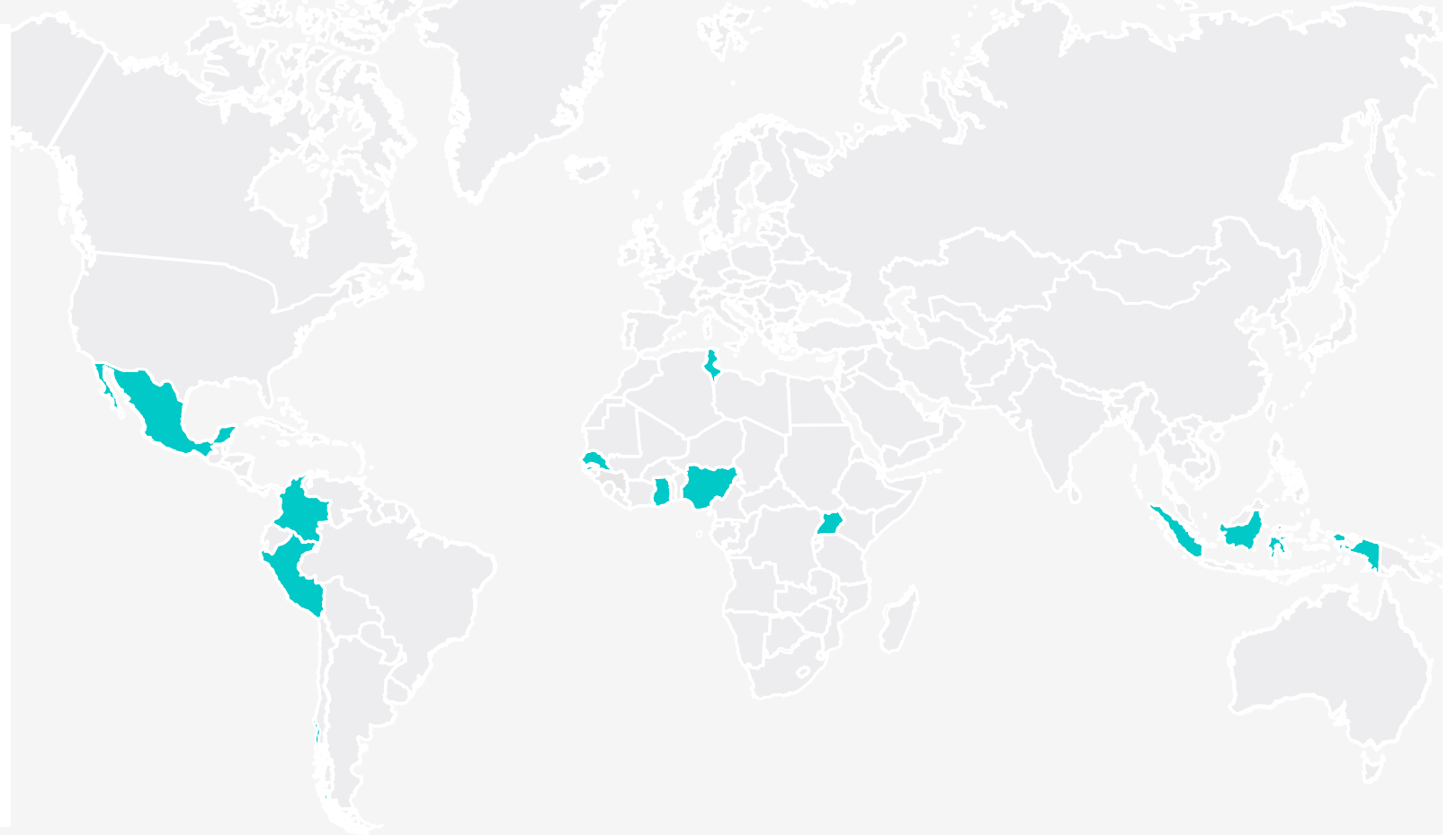
Ambition 2

Périmètre géographique : pays où nous travaillons sur ce sujet

Initiatives mondiales et régionales (y compris en Afrique, en Amérique latine et dans la région MENA)

Travail mené dans les pays en :

- **Afrique** : Ghana, Nigeria, Sénégal, Ouganda
- **Asie-Pacifique** : Indonésie (potentiel à venir)
- **Amérique latine** : Colombie, Mexique, Pérou
- **MENA** : Tunisie, plateforme régionale de transition énergétique





Partenariats

- Organisations axées sur la communauté et la justice (comme ONG-3D, Fundacion para la Conservación y Desarrollo Colombia)
- Groupes de réflexion et OSC nationaux/régionaux (comme Transforma, Centre africain pour la politique énergétique, Fondation BudgIT)
- Partenaires internationaux axés sur l'inclusion et la redevabilité (comme PCQVP, Oxfam)
- Organisations et institutions axées sur des transitions gérées et équitables (comme Beyond Oil and Gas Alliance, New Producers for Sustainable Energy, Global Gas and Oil Network)
- Organisations médiatiques et entreprises et réseaux de communications stratégiques
- Entités publiques nationales : ministères des Finances, de l'Énergie, du Pétrole, de l'Environnement, entreprises pétrolières publiques
- Gouvernements infranationaux
- Secteur privé : les investisseurs qui peuvent influencer les pratiques et soutenir la création de compétences au sein des entreprises pétrolières nationales

Notre pilier stratégique



Ce qui fait notre réputation

NRGI a une orientation très précise qui tient compte de la nécessité d'une approche globale créant des liens entre les problèmes, les acteurs, les niveaux et les rôles clés.

Plaidoyer

Rassemblement

Recherches

Assistance technique

Communauté

Pays

Régions

Monde

Rôles
multiples

À de multiples
niveaux

NRGI

Pays à revenu
faible et intermédiaire

Producteurs de ressources

Gouvernance
du secteur extractif

Avec
de multiples
acteurs

Pour de
multiple
problèmes

Institutions internationales

Gouvernement

Société civile

Secteur privé

Lutte contre la corruption
& Redevabilité

Développement durable

Équité économique

Climat & environnement

Ce qui fait notre réputation

Éléments probants

Effectuer des recherches, des collectes de données et des analyses rigoureuses



La recherche et l'analyse de NRGi ont aidé le gouvernement du Ghana à éviter 1,65 milliard de dollars de dette, lorsque le gouvernement a suspendu son plan d'acquisition des projets pétroliers offshore non développés d'Aker Energy, et qu'Aker a renoncé à ses intérêts en mars 2023.

Influence

S'engager dans le plaidoyer politique, les communications stratégiques, en tirant parti des connaissances locales et mondiales

NRGI a été la seule organisation de la société civile qui a participé au tout premier Sommet sur les minéraux critiques et l'énergie propre de l'AIE en septembre 2023, où nous avons formulé des recommandations pour renforcer les voix et les intérêts des pays producteurs et des communautés à revenu faible et intermédiaire dans les discussions. En juillet 2024, nous avons signé un protocole d'accord avec l'AIE pour poursuivre ce partenariat.

Accompagnement

Assurer le développement des capacités, l'assistance technique et l'octroi de subventions

NRGI a formé plus de 1 600 décideurs politiques depuis 2018. Après avoir reçu une subvention de NRGi pour suivre des cours dans une université d'été sur la gouvernance des industries extractives au Cameroun, le journaliste congolais Daniel Makasi a lancé un podcast, Tetea Mazingira, qui donnait une analyse approfondie et experte des industries minières, forestières et des hydrocarbures de la RDC, et diffusait les témoignages des personnes directement touchées par l'extraction.

Alliances

Construire des partenariats, réunir des coalitions, faciliter l'engagement multipartite



En Colombie, nous avons amplifié les voix et les ambitions des personnes les plus touchées grâce à notre initiative sur les récits de transition énergétique pour co-créeer un « métarécit » avec la société civile colombienne, décrivant les raisons pour lesquelles une transition juste en Colombie est nécessaire, urgente, souhaitable et possible.

Ce qui guide nos choix stratégiques

Tirer parti de notre avantage comparatif dynamique dans le pays :

- Gérer une lacune claire ou anticipée dans l'écosystème que NRGi est particulièrement bien placé pour combler.
- Capitaliser sur notre empreinte dans les pays à revenu intermédiaire et faible riches en ressources et dans les capitales mondiales du Nord
- Tirer parti de notre crédibilité et de notre pouvoir de rassemblement auprès de multiples parties prenantes, notamment notre capacité à travailler avec de nouvelles parties prenantes
- Appliquer notre analyse politiquement astucieuse, indépendante et rigoureuse, au croisement du développement et du climat, avec un accent particulier sur les secteurs du pétrole, du gaz et des minerais.
- Tenir compte de nos investissements dans le personnel travaillant dans le pays et de l'impact des investissements passés pour atteindre nos objectifs stratégiques.

Produire un impact durable :

- Identifier des opportunités claires de partenariat et de résultats, offrant une proposition de valeur attrayante et une demande ou une adhésion des parties prenantes cibles.
- S'assurer que le changement souhaité est susceptible d'être durable dans le temps, avec des voies suffisantes pour que l'impact résiste aux changements dans les contextes politiques, économiques ou sociaux.
- Servir de source de leadership intellectuel pour anticiper la demande future et y répondre ou innover dans nos approches.
- S'appuyer sur l'existence de capacités institutionnelles et humaines locales (internes et externes) pour soutenir l'engagement et l'impact.

Atténuer les risques :

- Les risques identifiés (risques liés à la sécurité, risques politiques, risques liés à l'espace civique, à la réputation, risques financiers, etc.) pour notre personnel ou nos partenaires peuvent être atténués et/ou gérés. C'est conforme à l'analyse de l'économie politique et à l'évaluation des défis/opportunités les plus importants en matière de gouvernance des ressources.

Priorisation de deuxième niveau :

- C'est faisable sur la base de nos ressources humaines actuelles ; des travaux identifiés devront être déplacés, réduits ou arrêtés pour permettre la concrétisation de l'opportunité.
- Processus conforme à nos capacités financières actuelles de mise en œuvre, ou cela pourrait être financé compte tenu de notre compréhension du paysage du financement et des intérêts des donateurs. Processus viable dans le cadre de nos capacités opérationnelles actuelles ou réalisable si nous investissons dans notre pilier opérationnel pour atteindre les objectifs proposés.

➤ NRGi cherche à avoir un impact dans les pays à revenu faible et intermédiaire dans plusieurs régions, chacune ayant des contextes politiques, socio-économiques et de développement divers.

Nos critères de sélection des pays

- **Impact** : nous choisissons des pays où notre expertise peut jouer un rôle décisif, apporter une valeur ajoutée substantielle et garantir un impact.
- **Demande des parties prenantes** : nous travaillons dans des pays où il existe une demande, une ouverture et des opportunités d'engagement avec les acteurs gouvernementaux et de redevabilité.
- **Dépendance aux ressources** : nous accordons la priorité aux pays fortement dépendants des ressources, sauf en cas d'opportunité de réforme importante ou d'un effet de démonstration potentiel.
- **Défis liés à la gouvernance** : nous sélectionnons des pays où compte tenu de l'ampleur des défis en matière de gouvernance, nos interventions peuvent ajouter une valeur significative.
- **Investissement et développement durable** : nous tenons compte de nos investissements antérieurs et de la démarche de développement durable de nos efforts, en nous appuyant sur les expériences, les enseignements et les coûts opérationnels d'entrée et de sortie.



NRGI dans le monde

